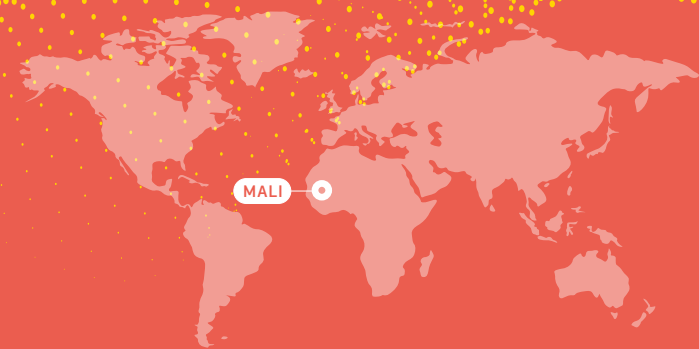




MALI

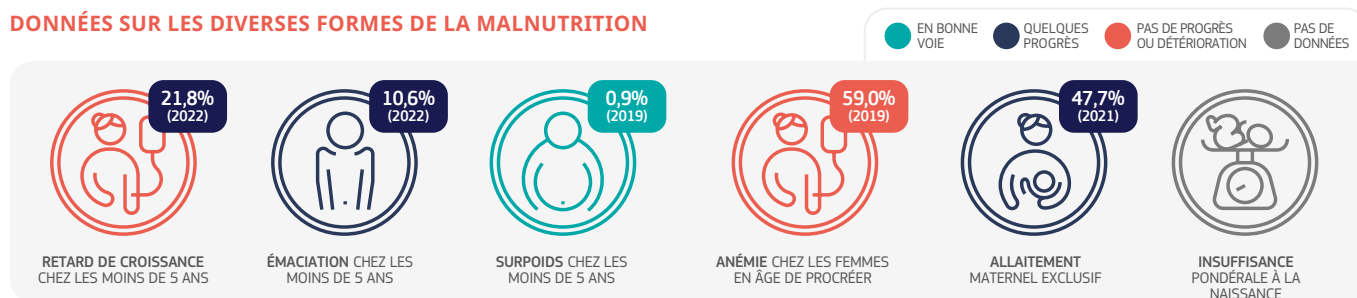
Situation nutritionnelle au Mali

EN RÉSUMÉ

La population du Mali était estimée à 23,3 millions d'habitants en 2023 et devrait atteindre 28 millions en 2030¹. Malgré quelques disparités géographiques, la malnutrition est généralisée sur l'ensemble du territoire malien et se manifeste sous différentes formes. La malnutrition aiguë et chronique demeurent un problème persistant malgré d'importants efforts déployés lors de la dernière décennie. On constate par ailleurs une augmentation du surpoids et une forte prévalence des carences en micronutriments. Cette situation est le résultat de facteurs structurels tels que l'accès difficile aux services de base, les changements climatiques et la situation socio-économique précaire de la majorité des femmes². Les conflits qui se

sont développés dans les régions septentrionales puis centrales du pays depuis 2012 aggravent les faiblesses structurelles des systèmes alimentaires nationaux. Plus récemment se sont ajoutés les défis liés à la détérioration de la situation politique ainsi que la pandémie de COVID-19 et la guerre d'agression russe en Ukraine qui ont fortement perturbé les chaînes d'approvisionnement du pays. Alors que la sous-nutrition des enfants génère une perte estimée à 4 % du PIB³ et contribue à perpétuer la pauvreté, il est nécessaire d'accélérer les efforts de lutte contre la malnutrition, en assurant une implication plus forte des différents secteurs contributifs dans le cadre d'un continuum urgence-développement.

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

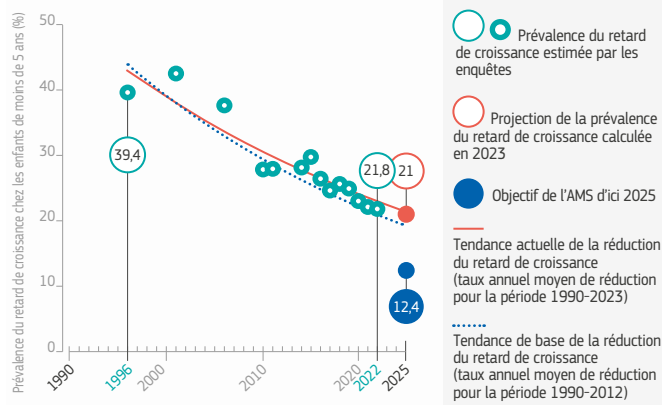
GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

- En 2011, le Mali rejoint le mouvement SUN⁴.
- Adoption en 2019 d'une Politique de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PoINSAN) et de son plan d'action.
- Par ailleurs, le Mali dispose d'une Politique Nationale de Nutrition (2013) qui doit être mise à jour en 2023.
- En 2016, une Cellule de Coordination de la Nutrition, rattachée au ministère de la santé, a été créée afin de suivre la mise en œuvre du PAMN⁵.
- Un deuxième Plan d'Action Nutrition 2021-2025 couvrant les écarts des différentes politiques sectorielles est validé et inclut l'engagement de réduire la prévalence de retard de croissance à 19 % d'ici 2025.
- Au niveau politique, un Conseil National de Nutrition (peu actif) qui regroupe les ministres des différents secteurs devrait se fondre dans le CNSANPS⁶ de la PoINSAN, soutenu pour la partie nutrition par le Comité Technique Intersectoriel sur la Nutrition (comité fonctionnel).
- En 2022, le Groupe de Suivi Budgétaire a réalisé une analyse des budgets des cercles et des communes du pays dédiés à la nutrition⁷.
- Depuis 2010, la fortification de la farine en fer et en acide folique est obligatoire au Mali, celle du sel alimentaire en iode l'est depuis 1999 et celle de l'huile en vitamine A depuis 2017.

Exemple de soutien de l'UE

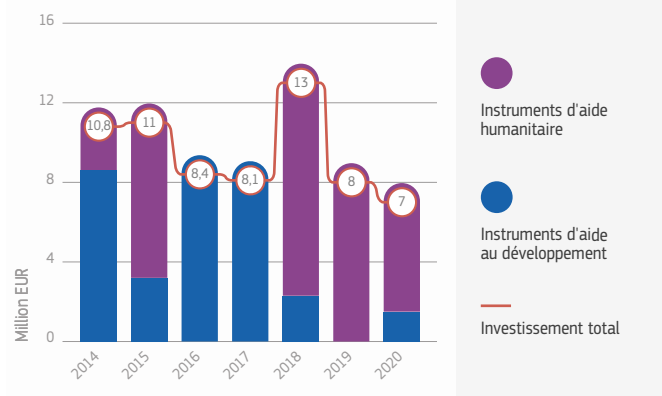
Financé à hauteur de 27,7 millions d'euros et mis en œuvre par KfW et GIZ, l'initiative IRRIGAR⁸ (2014-2019) est un projet agricole à visée nutritionnelle appuyant environ 35 000 personnes. Il est basé sur un engagement local fort et une bonne coordination entre les services agricoles et de santé. L'action se focalise sur le développement de la petite irrigation et de structures piscicoles à l'échelle familiale pour soutenir les agriculteurs pauvres. Favorisant la production, la vente et la consommation d'aliments à haute valeur nutritive au niveau local, après 4 ans d'activité le projet a permis d'améliorer de façon significative la diversité alimentaire des femmes et jeunes enfants ainsi que la sécurité alimentaire des ménages. La vente des surplus a également permis un meilleur accès aux soins de santé. Ce projet a été prolongé à deux reprises jusqu'en 2025 (pour un montant de 14,5 millions d'euros) via KfW dans le cadre d'une collaboration plus étroite avec la Direction Nationale de l'Agriculture.

Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE

Malgré une baisse régulière de la prévalence du retard de croissance depuis les années 1990, le nombre d'enfants affectés reste le même en raison de la forte croissance démographique. Le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance est passé de 2,67 % en 2012 à 2,52 % en 2022. Si cette tendance se maintient, plus de 920 000 enfants pourraient souffrir d'un retard de croissance en 2025.



ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020 – UN TOTAL DE 67 MILLIONS D'EUROS

Au total, 65 % des investissements nutrition ont été réalisés via des actions humanitaires mises en œuvre dans le nord et le centre du pays. Ces initiatives ont été accompagnées de programmes de résilience (KEY, PDU) et de WASH⁹ sensibles à la nutrition (PACTEA 3) ainsi que d'appuis au secteur agricole (IRRIGAR et ICRISAT).

En outre, l'UE a appuyé via des appuis budgétaires plusieurs réformes institutionnelles dans les domaines de la nutrition et de l'agriculture ainsi que dans l'approvisionnement en aliments thérapeutiques prêts à l'emploi.

En 2021-2022, dans le cadre de la nouvelle programmation, l'UE a débloqué 50 millions d'euros pour le programme «Résilience et développement durable au centre du Mali» qui vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à améliorer la gestion des risques dans le centre et le nord du Mali. En outre, l'UE a engagé 29,2 millions d'euros à des fins humanitaires, et une enveloppe de 12,5 millions d'euros a également été réallouée du Fonds Fiduciaire d'urgence afin de couvrir la bande frontalière mauritanienne¹⁰ et compléter ainsi géographiquement le programme «Résilience et développement durable au centre du Mali».

Planification pour la nutrition 2021-2027

Au sommet N4G (2021), le Gouvernement a pris de nombreux engagements pertinents en matière de nutrition (c.f. N4G Compact et son annexe), et notamment de réduire la prévalence de la malnutrition chronique en dessous de 20 % d'ici 2025.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. L'UE et les États membres ont élaboré un cadre stratégique commun qui facilite la mise en synergie des initiatives de lutte contre la malnutrition. L'action de l'UE au Mali s'inscrit dans ce contexte et prévoit diverses interventions multisectorielles visant à agir sur les différents causes et leviers de la malnutrition.

Dans le cadre du domaine prioritaire 2 du document de programmation conjointe, l'UE vise à stimuler la création d'emplois dans les secteurs agro-industriels afin de renforcer l'accès et la disponibilité de produits alimentaires sains et diversifiés pour tous. Pour ce faire l'UE entend appuyer la structuration des filières alimentaires afin de favoriser la création de valeur et de réduire les coûts de transaction entre opérateurs. Les appuis prévoient en outre le développement de services financiers et de conseil agricole adaptés aux besoins des acteurs économiques. Les systèmes de gouvernance régissant le secteur – notamment les politiques d'aménagement du territoire et d'organisation du foncier – seront également appuyés afin d'assurer un accès équitable aux facteurs de production et de créer un environnement favorable au développement économique inclusif. La durabilité environnementale des systèmes alimentaires sera au cœur de ces actions, via l'adoption de techniques de production respectueuses des ressources naturelles du pays, notamment arables et hydriques.

Dans le cadre du domaine prioritaire 3 «capital humain», l'UE vise à garantir un accès équitable aux services de base qui revêtent une importance particulière pour la nutrition. L'accès à l'éducation et à la formation professionnelle sera facilité, notamment pour les femmes et les filles qui restent largement discriminées. Les systèmes de protection sociale seront également renforcés afin de lutter contre les inégalités et accroître la résilience nutritionnelle des communautés les plus vulnérables. Finalement, l'UE prévoit de continuer d'appuyer le développement d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement afin de limiter les risques de maladies diarrhéiques qui sont fortement associées à la malnutrition infantile.

Côté institutionnel, l'Union Européenne est très active en tant que chef de file du groupe de dialogue «protection sociale, sécurité alimentaire, nutrition» et participe à une meilleure intégration de la nutrition dans les plans de développement communaux, tout en proposant et en plaçant pour une gouvernance institutionnelle plus adaptée au caractère multisectoriel de la nutrition.

1 - UNDESA World Population Prospects 2022 données estimées de juillet 2023.

2 - Dans le classement mondial de l'indice d'inégalité de genre 2022, le Mali a une valeur de 0,607 et se place au 153ème rang sur 166 pays.

3 - Etude sur le coût de la Faim au Mali, 2018 (PAM, NEPAD, UA)

4 - Scaling-Up Nutrition

5 - Plan d'Action Multisectoriel de Nutrition

6 - CNSANPS: Conseil National de Sécurité Alimentaire, de Nutrition et de Protection Sociale

7 - L'étude est disponible @ <http://groupeudesuivibudgetaire.org/wp-content/uploads/2022/09/RAPPORT-ETUDE-BUDGET-NUTRITION-WASH-2022.pdf>

8 - Initiative de Renforcement de la Résilience par l'Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources

9 - Eau, assainissement et hygiène

10 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.